

**Climat - Tribune de M. Nicolas
Hulot, ministre d'État, ministre de
la transition écologique et solidaire,
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, de M. Bruno Le Maire,
ministre de l'économie et des
finances et de Mme Frédérique
Vidal, ministre de l'enseignement
supérieur, de la recherche et de
l'innovation, dans l'hebdomadaire
«Le Journal du Dimanche»
(Paris, 10 décembre 2017)**

Pour une économie renouvelable

L'Accord de Paris, c'est la clé de voûte d'une transformation profonde du monde, d'un besoin impératif de mieux réguler les dérives de la mondialisation et éviter qu'elles n'imposent à notre planète un siècle de conflits.

Car c'est bien de la paix qu'il s'agit mais aussi de la stabilité de l'économie, qui ne saura pas prospérer dans un monde qui connaîtrait un changement climatique de l'ordre de 3°C ou 4°C. En provoquant une compétition accrue pour les ressources, notamment en eau, le réchauffement climatique est un facteur de déstabilisation globale, à l'origine de tensions et de menaces de conflits contre lesquelles nous devons nous prémunir. En touchant les plus modestes, notamment dans le monde rural, en frappant en premier lieu les femmes dont les études montrent qu'elles subissent de plein fouet les catastrophes. Le changement climatique est une machine à produire de la pauvreté, des inégalités et de l'insécurité à l'échelle mondiale.

Deux ans exactement après l'adoption de l'accord de Paris, nous sommes donc résolus à accélérer encore notre action pour viser la neutralité carbone à l'horizon du milieu du siècle et pour apporter un appui concret à toutes celles et tous ceux qui sont d'ores et déjà sur la ligne de front du changement climatique, en Europe, mais aussi dans les Caraïbes, dans le Pacifique, au cœur de l'Afrique et partout sur la planète.

Avec courage et détermination, les présidences marocaine de la COP22 et fidjienne de la COP23 se sont engagées pour mettre en œuvre pleinement l'accord de Paris. Dans un an, lors de la COP24 qui aura lieu en Pologne, nous devons faire le point sur ce qui nous reste à accomplir pour atteindre nos objectifs. Nous le savons déjà, nous sommes encore loin d'une trajectoire compatible avec notre ambition : maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 2°C.

Grâce à l'engagement des scientifiques, et à leurs cris d'alarme répétés, nous savons que cette transformation, qui laisse de côté les énergies fossiles et accélère le développement de technologies durables, est synonyme de qualité de vie, d'emplois et de prospérité chez ceux qui agissent. La recherche apporte tous les jours de nouvelles technologies et de nouveaux outils pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle permet aussi d'innover et de construire la société durable de demain. Preuve de cette conviction grandissante, le nombre de ratifications de l'accord de Paris n'a cessé de croître depuis six mois pour atteindre aujourd'hui 170 États.

En décidant d'organiser un sommet sur le climat à Paris le 12 décembre, le président de la République démontre que la bataille climatique est en train d'être menée. C'est la promesse d'une qualité de vie pour tous, pour les habitants des grandes villes du Nord ou des mégapoles des pays émergents, frappés par la pollution de l'air; c'est l'ambition d'un modèle économique durable et innovant, au service du bien commun; c'est aussi l'espoir d'un modèle agricole plus juste pour les agriculteurs du Nord et du Sud qui démontrent aujourd'hui tout le potentiel de l'agro-écologie.

Ce monde, il germe sous nos pieds. Les énergies renouvelables sont de plus en plus compétitives, révolutionnant la façon dont se conçoit la politique énergétique et réduisant la dépendance de nos économies aux énergies fossiles.

Le secteur des transports s'invente, en France ou ailleurs, un avenir sans émissions. Le monde de la finance se désengage du charbon avec détermination. Les obligations vertes, dont la France a été l'un des premiers émetteurs souverains, sont le témoin de ce succès.

En imposant à ses investisseurs de mettre en évidence le risque climatique, de rendre visible l'invisible, la France a posé une nouvelle règle du jeu. Elle s'étend peu à peu, sous l'impulsion du G20, mais aussi grâce au secteur privé, qui a bien compris que le changement climatique faisait peser des risques financiers nouveaux. Les indices verts sont porteurs d'une promesse de rentabilité. Ceux qui inventent les obligations à impact, la finance qui ne considère plus seulement le profit mais aussi les bénéfices sociaux et économiques des projets, en sont les ambassadeurs. Les banques de développement doivent jouer pleinement leur rôle pour la construction d'un monde sans carbone et sans pauvreté.

L'Europe et la France ont su aussi donner le ton sur le prix du carbone. Car là encore, il s'agit d'offrir une boussole à l'économie, d'intégrer les externalités négatives, de corriger la myopie des décisions dictées par le court terme. Ce mouvement, nous avons su l'amplifier grâce à un élan diplomatique porté par l'accord signé à Paris dont nous voulons faire la capitale du climat, de la recherche et de la finance verte. Il rencontre aujourd'hui la volonté de nombreux États et acteurs d'Amérique du Nord, au Canada, aux États-Unis ; c'est la preuve que la lutte contre le réchauffement climatique n'a pas cessé avec le changement d'administration américaine.

Nous allons amplifier ce dynamisme le 12 décembre. Mais il ne doit pas nous faire oublier les engagements que nous avons pris par le passé. Si l'enjeu est bien de convertir l'ensemble de l'économie mondiale à l'objectif des 2°C, nous avons un devoir absolu de solidarité avec les pays les plus exposés aux catastrophes climatiques. Nous avons promis, en 2015, de porter à

100 milliards de dollars par an l'aide aux pays en développement pour lutter contre le changement climatique. Nous avons progressé. La France a depuis mis en place une taxe sur les transactions financières qui contribue à soutenir son action pour le climat. Nous nous mobiliserons pour que cette taxe devienne européenne et ferons en sorte que chacun participe à cette solidarité.

Cet effort nous permet de viser une aide de 5 milliards d'euros par an en 2020, dont 1 milliard d'euros minimum pour l'adaptation. La France entend poursuivre la mobilisation pour tenir ce cap et faire preuve, sur cette base, de davantage d'ambition, pour elle-même comme pour ses partenaires internationaux.

Nous n'avons pas le choix : pour Être au rendez-vous de la lutte contre le changement climatique, nous devons opérer un changement profond sur nous-mêmes. C'est la condition pour rendre notre économie renouvelable./.